

VERSION PROVISOIRE

NE PAS CITER SANS MENTIONNER LA SOURCE
La version définitive comprend aussi le compte rendu analytique bilingue. Les annexes sont reprises dans une brochure séparée.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

VOORLOPIGE VERSIE

NIET CITEREN ZONDER BRONVERMELDING
De definitieve versie bevat ook het tweetalige beknopt verslag. De bijlagen zijn in een aparte brochure opgenomen.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL

Commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de
la Migration et des Matières administratives

INTEGRAAL VERSLAG

Commissie voor Binnenlandse Zaken,
Veiligheid, Migratie en Bestuurszaken

Mercredi**12-04-2023****Matin****Woensdag****12-04-2023****Voormiddag**

*Les textes n'ont pas encore été révisés par les orateurs.
Ceux-ci peuvent communiquer leurs corrections par écrit
avant le*

17-04-2023, à 16 heures

au Service du Compte rendu intégral.

e-mail: CRIV@lachambre.be

*De teksten werden nog niet door de sprekers nagezien. Zij
kunnen hun correcties schriftelijk
meedelen vóór*

17-04-2023, om 16 uur

aan de Dienst Integraal Verslag.

e-mail: CRIV@dekamer.be

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	Parti Socialiste
VB	Vlaams Belang
MR	Mouvement Réformateur
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
Vooruit	Vooruit
Les Engagés	Les Engagés
DéFI	Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 55 0000/000	Document parlementaire de la 55 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 55 0000/000	Parlementair stuk van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigeleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants Commandes : Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.lachambre.be e-mail : publications@lachambre.be	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers Bestellingen : Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be
--	--

– demande du fédéral – qui repose sur le système BE-Alert. Son efficacité dépend donc largement d'une couverture optimale en tous temps et lieux. Or, ces antennes, que Proximus a depuis réparées, se situent toujours en zone d'aléa d'inondations.

La semaine dernière, la ministre Petra De Sutter, en charge des Télécommunications, m'assurait que Proximus avait trouvé une autre solution technique et que, dès lors, ce problème ne se reproduirait plus.

Madame la ministre, avez-vous pu vous entretenir avec les responsables de BE-Alert à ce sujet notamment au regard des recommandations de la commission d'enquête du Parlement de Wallonie? Des contacts ont-ils eu lieu entre Proximus et le Centre de crise sur ce point? Ce dernier estime-t-il lui aussi que ce problème ne se posera plus à l'avenir?

Dans le champ de vos compétences, quelles actions envisagez-vous afin de garantir la pleine couverture de notre territoire et d'assurer ainsi l'opérationnalité des plans d'évacuation tel celui mis en place par le ville de Limbourg?

06.02 Annelies Verlinden, ministre: Madame Bonaventure, comme vous le dites, en situation d'urgence, il importe que les citoyens soient informés – et maintenus informés – le plus rapidement et le plus efficacement possible. BE-Alert offre la possibilité de diffuser des messages par le biais de différents canaux technologiques afin d'obtenir la plus grande redondance possible. Dès le départ, il est non seulement possible d'envoyer des sms ou des messages vocaux via BE-Alert, mais l'envoi peut également être soutenu de manière beaucoup plus large via les médias sociaux et les canaux email qui y sont liés.

Depuis l'année dernière, un lien externe vers les applications communales ou les panneaux d'information communaux a été ajouté. Cet accent mis sur l'innovation et la combinaison des technologies est extrêmement important pour moi, et ceci afin de rendre les alertes encore plus rapides, plus efficaces et redondantes dans la mesure du possible.

Cette année, par exemple, la Belgique fera partie du premier groupe de pays européens à tester l'utilisation de la communication par satellite dans le cadre d'un projet pilote visant à alerter les citoyens à l'avenir. En effet, même dans le futur, il n'est jamais totalement exclu qu'un maillon technologique de la chaîne d'alerte soit lui-même touché par une situation d'urgence. C'est pourquoi le déploiement de BE-Alert lors des situations

d'urgence de grande ampleur est également suivi de très près.

Concernant les opérateurs de réseau mobile, et conformément à la loi sur les communications électroniques, ceux-ci sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la transmission de messages d'alerte en cas de danger imminent. L'élaboration technique dans ce domaine relève de leur responsabilité. En cas de problème à cet égard, les opérateurs de réseau mobile et l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) se concertent.

En ce sens, à proprement parler, l'élaboration technique ne relève pas de mon domaine de compétence. Toutefois, le Centre de crise a étudié avec beaucoup d'attention les recommandations de la commission d'enquête du Parlement wallon afin de continuer à assurer l'alerte la plus efficace possible à l'avenir.

06.03 Chanelle Bonaventure (PS): Madame la ministre, je vous remercie pour votre réponse. Comme la ministre Petra De Sutter me l'avait dit également, vous me précisez qu'un nouveau système de communication par satellite sera mis en place via un projet pilote. Je ne manquerai pas de vous questionner sur l'évolution de ce projet.

Je souhaite simplement vous dire qu'aujourd'hui encore, lorsqu'on a des pré-alertes ou des alertes de crue, c'est toujours l'angoisse dans la ville de Limbourg et les citoyens connaissent encore actuellement une grande panique lorsque cela arrive. Heureusement, cela n'arrive pas trop souvent. Je compte donc sur vous pour conserver toute cette vigilance par rapport à ce système BE-Alert qui est vraiment très important pour nos citoyens.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: MM. Arens et Moutquin étant absents, les questions nos 55035363C et 55035431C sont sans objet.

07 Question de Daniel Senesael à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Les uniformes de la police" (55035475C)

07 Vraag van Daniel Senesael aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "De politie-uniformen" (55035475C)

07.01 Daniel Senesael (PS): Monsieur le président, madame la ministre, dans votre note de politique générale, vous indiquez, au sujet de la

nouvelle "identité visuelle" de la police intégrée, qu'un nouvel uniforme serait conçu durant l'année 2023 pour nos policiers sur la base des résultats des enquêtes et journées d'étude organisées dans le cadre du projet pluriannuel "nouvel uniforme".

Détaillant l'attention particulière qui serait donnée au surcyclage des matériaux utilisés, vous ajoutiez que le travail se concentrerait sur les prototypes et la définition de normes, une fois les projets prêts.

Madame la ministre, pouvez-vous nous informer de l'état d'avancement de ce projet en termes de calendrier et de coûts potentiels notamment pour les zones?

Il semble que certaines zones de police, par exemple celle d'Anvers, usent actuellement d'uniformes spécifiques notamment en termes de couleurs. Qu'en est-il de la réglementation actuelle concernant l'uniformité des uniformes au sein de nos zones de police? Une uniformité sera-t-elle de mise sur l'ensemble du territoire dans le cadre du projet de renouvellement? Un visuel de ces uniformes est-il déjà disponible?

Comment la question de la visibilité de nos policiers et de l'ensemble de leurs équipements et véhicules a-t-elle été intégrée dans la réflexion?

Enfin, quels critères de durabilité, sociaux et environnementaux, sont-ils appliqués dans l'élaboration de la future production des nouveaux uniformes à l'instar de la Défense et comme le demandait une résolution de notre groupe adoptée sous la présente législature?

07.02 Annelies Verlinden, ministre: Collègue Senesael, comme précisé dans ma note de politique générale, le travail réalisé sur une nouvelle identité visuelle de la police intégrée structurée à deux niveaux est un projet pluriannuel actuellement en cours de développement qui sera matériellement opérationnel fin 2025.

Ensuite, l'uniforme de la police intégrée est actuellement régi par l'arrêté royal du 10 juin 2006 complété par des arrêtés ministériels et circulaires correspondants. Certaines disparités sont constatées dans l'application de cette réglementation. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai demandé l'instauration d'une nouvelle identité visuelle développée par les deux niveaux de la police intégrée afin d'obtenir une adhésion totale.

L'objectif de ce projet est véritablement de réintroduire une uniformité visuelle au sein de chaque zone de la police locale et les services de

la police fédérale. La visibilité et la reconnaissance du personnel opérationnel sont des éléments-clefs de ce projet.

Outre l'identité visuelle, les aspects pratiques, techniques et sécuritaires liés aux différents métiers de police sont également pris en compte dans ce projet. Enfin, les spécifications techniques des différentes pièces du nouvel uniforme comprendront des aspects de durabilité s'intégrant dans un processus d'économie circulaire et respecteront, au niveau social, les exigences légales telles que les conventions de l'Organisation internationale du Travail.

07.03 Daniel Senesael (PS): À ce stade, merci à Mme la ministre pour l'ensemble des réponses fournies.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

08 Question de Nabil Boukili à Annelies Verlinden (Intérieur, Réformes instit. et Renouveau démocratique) sur "Le cas d'un homme abattu par la police à Seneffe" (55035541C)

08 Vraag van Nabil Boukili aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing) over "Het voorval te Seneffe waarbij er een man door de politie neergeschoten werd" (55035541C)

08.01 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Madame la ministre, jeudi dernier, Imed, 42 ans et père de deux enfants, a été abattu par un tir policier à Seneffe. L'homme était visiblement recherché pour des faits de stupéfiants. Le tir semble être survenu après une course poursuite avec la police, mais nous n'en savons pas plus à ce stade. Pourriez-vous nous détailler la chronologie des faits? Quelle est la cause du tir policier dans cette affaire?

08.02 Annelies Verlinden, ministre: Collègue Boukili, cette affaire a bien entendu retenu toute mon attention et a été mise à l'instruction. Dans la continuité, le Comité P a été chargé de l'enquête par Mme le juge d'instruction. S'agissant d'une instruction judiciaire, il ne m'appartient nullement de communiquer à son propos d'autant qu'à ce stade de l'enquête, le détail de la chronologie des faits n'est pas encore connu. Quant à la cause du tir policier, il ne m'appartient pas de répondre à la place des membres du personnel qui sont intervenus dans le cadre de cette pénible affaire.

08.03 Nabil Boukili (PVDA-PTB): Madame la ministre, je vous remercie. Si je comprends bien, le Comité P diligente une enquête et une instruction